

À Monsieur Josep Borrel
Haut représentant de l'Union Européenne
pour les Affaires Étrangères et la Politique
de Sécurité

Monsieur le Haut représentant,

Notre association de jumelage et de partenariat entre des villes françaises et des camps de réfugiés palestiniens vient d'organiser, du 26 juin au 1^{er} juillet 2022, une importante délégation de quarante-quatre membres, composée de maires, de maires adjoints, de conseillers municipaux, de collaborateurs d'élus et membres de la société civile. Les services consulaires français, le Consul général de France à Jérusalem M. René Troccaz, avec ses collaboratrices et collaborateurs ont, dans une totale coopération permis la réussite et la sécurité de ce voyage.

Nous avons rencontré les représentants de l'Autorité Palestinienne, des associations de la société civile palestinienne, l'ONG Badil, des députés de la Knesset, des journalistes et spécialistes du Proche-Orient, l'UNRWA. Nous avons aussi pu visiter huit camps de réfugiés aux alentours des villes de Ramallah, Jérusalem, Naplouse et Bethléem.

La délégation a été reçue par le Premier Ministre Palestinien M. Mohammad Shatayyel, accompagné de deux membres du gouvernement, pour un large échange de vue, ainsi que par le Conseiller diplomatique du Président Mahmoud Abbas qui nous ont donné des informations sur la situation des Palestiniens avant la visite de M. Joe Biden et celles de M. Lapid et Abbas à Paris.

Ils souhaitent que ces rencontres débouchent sur des actions concrètes pour une relance du processus d'application du droit international et un engagement de la France et de l'Union Européenne pour la reconnaissance de l'État de Palestine. L'Autorité palestinienne considère qu'un acte fort de la France, permettrait de remettre cet enjeu dans l'agenda diplomatique international et aurait une grande portée politique.

AJPF

Association des Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises

Adresse : Plateforme des ONG françaises pour la Palestine - Pour L'AJPF - 14, passage Dubail - 75010 Paris
ajpf.contact@yahoo.fr • www.ajpf.fr • Siret : 515 392 181 00019 • APE : 9499z

L'AJPF est une association de loi 1901 non assujettie à la TVA

Lors de nos échanges avec le Premier Ministre, avec le Conseiller diplomatique de la présidence, avec les élus locaux, comme lors de nos rencontres dans les camps de réfugiés, nous a été exprimé avec insistance ce qu'ils considèrent être un double standard dans l'application du droit international : la Russie qui tente d'occuper tout ou partie de l'Ukraine, y commet des crimes de guerre, fait l'objet de sanctions dont ils ne contestent pas le bien fondé. En revanche, il est pour eux incompréhensible, injuste de subir des violations du droit international depuis plus de 70 ans, une colonisation et une annexion de la majeure partie de leur territoire, des emprisonnements d'enfants, de femmes et d'hommes selon le bon vouloir des services de police et militaire du pouvoir israélien sans que celui-ci ne soit l'objet de sanctions économiques, ni même de réprimandes.

Ceci heurte profondément la société palestinienne qui considère qu'on ajoute ici de l'injustice à l'injustice.

Nous avons pris le temps d'étudier la situation de Jérusalem-Est. Nous y avons rencontré des familles, dans les quartiers de Silwan, Sheikh Jarrah, Issawiyah, Abu Dis, Anata, victimes d'expropriation et du vol de leur maison, auquel s'ajoute désormais la prolongation du mur séparant Jérusalem avec une partie de la Cisjordanie. Ces citoyens de Jérusalem, aujourd'hui menacés d'expropriation et d'expulsion ou de la perte de leur carte de résidence, devraient à notre sens être plus soutenus par les autorités gouvernementales et les parlements notamment en Europe.

Nous avons pu noter le courage, le calme, le dynamisme et la détermination des réfugiés et de leurs responsables à construire des espaces communs viables dans les camps où ils sont assignés à résidence, dans leur propre pays.

Chacune des délégations des villes qui a visité les camps avec lesquels ils sont jumelés a pu s'entretenir avec des comités populaires qui les animent, des associations de femmes, des animateurs sportifs ou culturels et fait avec eux un état des infrastructures, des besoins et des projets. Nombreux sont les responsables qui développent des projets utiles à toutes et tous. Leur comportement est remarquable alors que leurs conditions de vie sont à la limite du supportable (ici c'est l'eau que les autorités israéliennes rationnent voir coupent, ailleurs elles mènent des incursions quotidiennes souvent la nuit dans les camps arrêtant sans raison des citoyens palestiniens, ou en en tuant d'autres. 15 enfants ont été tué depuis le premier janvier). Avec l'aide de l'UNRWA, des crédits européens, de soutiens provenant de nombreux pays et, pour ce qui nous concerne des municipalités françaises dans le cadre de leurs jumelages, ils construisent des équipements communs : écoles, centres de santé, terrains de sport, des systèmes de ramassage et traitement des déchets ménagers ou d'assainissement.

Cependant, même s'il faut amplifier cette nécessaire coopération, il est temps de poser autrement la question des réfugiés palestiniens, à partir des résolutions de l'ONU sur le « le droit au retour ». Dans l'immédiat nous saluons les actions de l'UNRWA qu'il convient de défendre et dont les budgets doivent être rehaussés. Nous posons la question des coopérations nouvelles à inventer nécessaires pour mieux conjuguer les efforts financiers de l'UNRWA, de l'État et des collectivités territoriales. Le souci est de rechercher des complémentarités pour gagner en efficience.

À l'occasion de ce déplacement nous avons à nouveau apporté notre pierre aux projets éducatifs en offrant près de cent instruments de musique dans le cadre de notre coopération avec l'association Al Kamandjati, installée dans une magnifique maison ottomane à Ramallah.

Monsieur le Consul, qui a visité l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri, détenu sans motif, nous a informés sur sa situation de santé. Nous vous sommes gré de cette protection consulaire. Cependant nous souhaitons que le gouvernement soit plus actif, y compris dans son expression publique pour obtenir sa libération sans condition.

Chacune des villes partie prenante de cette délégation : Grigny (91), Mitry-Mory (77), Mauléon-Licharre (64), Rostrenen (22), Malakoff (92), Chalette sur Loing (45), a pu travailler de manière constructive sur les projets de coopération décentralisée pour permettre de renforcer un certain nombre de projets en cours.

Vous l'aurez compris, nous insistons auprès de vous pour que des actions politiques d'ampleur soient engagées afin de faire prévaloir le droit international, et agir pour la reconnaissance de l'État Palestinien aux côtés de l'État Israël. Deux peuples, deux États vivant en harmonie, en paix et en sécurité conformément au droit international.

Pour votre information, nous avons également adressé un courrier à Madame Catherine Colonna, Ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères.

Restant à votre disposition, pour un échange de vue plus large, recevez, Monsieur le Haut représentant, l'expression de notre haute considération.

Patrick Le Hyaric, député européen 2009-2019, président de *Forum pour un Autre Monde*

Charlotte Faride-Blandiot, maire de Mitry-Mory (77)

Philippe Rio, maire de Grigny (91)

Louis Labadot, maire de Mauléon-Licharre (64)

Guillaume Robic, maire de Rostrenen (22)

Franck Demaumont, maire de Chalette-sous-Loing (45)

Camille Naget, conseillère de Paris, élue du 19^e arrondissement de Paris

Fatima Oghi, maire adjointe à Grigny (91), développement des services publics et de l'égalité territoriale

Alaudat Fatiha, maire adjointe à Malakoff (92), droit des femmes, discriminations et culture de paix

Catherine Dailly, 1^{ère} adjointe au maire à Montataire (60)

Jeannot Flageul, maire adjoint à Rostrenen (22), vue culturelle, associative, animation et patrimoine

Atif Khalid, maire adjoint à Chalette-sur-Loing (45), action culturelle et jumelages

Antonio Oliveira, maire adjoint de Malakoff (92), santé et finances locales

Sara Ghenaïm, conseillère municipale à Grigny (91), déléguée à la santé et au handicap

Audrey Charifi Alaoui, conseillère municipale à Mitry-Mory (77), vacances et temps libre

Florence Ait-Salah Lecervosier, conseillère municipale à Orly (94)

Smaïn Tahar, conseiller municipal à Mitry-Mory (77) délégué à la vie des quartiers

Brahim Messaci, conseiller municipal à Orly (94)

Rachid Beneissa, médecin à Orly (94), société civile

Lacène Taïbi, pharmacien, société civile, association Enfance et Refuge

Karim Bengaoua, médecin, société civile, association Enfance et Refuge

Erwan Dupont, président commission internationale des Activités Sociales de l'Énergie, société civile

Isabelle Tordjman, secrétaire générale de l'AJPF, société civile